



Malgré une météo mitigée, le 1er mai s'annonce très chaud. L'annulation de la session du dialogue social qui était prévue samedi dernier est significative de vives frictions entre centrales syndicales et gouvernement. Les principaux syndicats –UMT, CDT, FDT et UGTM- ont en effet décidé de boycotter un dialogue social « purement formel et de circonstance », mettant ainsi l'Exécutif très mal à l'aise à la veille de la fête du travail. Le communiqué de la présidence de gouvernement et ses promesses de mise en oeuvre des dispositions de l'accord conclu le 26 avril 2011 n'y fera rien. La tension est palpable et les défilés de ce 1er mai ne seront pas une seule figure imposée. Chez les partenaires sociaux, les mots d'ordre et les slogans se préparent. « Et ce ne sera pas de la dentelle », confie ce syndicaliste dont le cœur bat à gauche. Les revendications se ramassent à la pelle : précarité, chômage, pouvoir d'achat, droit de grève, liberté syndicale bafouée. «Les raisons de la colère des masses laborieuses sont nombreuses. Et mercredi, ceux et celles qui vont défiler brandiront leurs doléances et surtout leurs très difficiles conditions de vie à la face d'un gouvernement qui n'est sûrement pas celui du pouvoir d'achat». A l'Association marocaine des droits humains, le mot d'ordre a déjà été communiqué aux médias. Ce 1er mai, ses activistes des droits de l'Homme défilent avec « les diplômés chômeurs, les travailleurs et les militants du Mouvement du 20 février pour défendre le droit au travail, les droits des travailleurs et le Maroc de la démocratie et de la justice sociale ».

A la FDT, la mobilisation bat son plein. La menace de grandes marches nationales de la classe ouvrière est clairement énoncée. Ceux et celles de cette centrale syndicale le disent haut et fort : la situation que vit actuellement le Maroc ne supporte plus aucun attermoisement ou tergiversation. « La FDT est prête à observer plusieurs formes et mouvements de protestation pour contrecarrer toutes les offensives visant les syndicalistes qui sont victimes de pratiques illégales et de mesures de répression, notamment les actes d'intimidation et les prélèvements sur les salaires des grévistes », indique un communiqué de ce syndicat.

De quoi saper le moral d'un chef de gouvernement en perpétuel exercice de communication. Samedi, Abdelilah Benkirane a essayé de faire bonne figure devant la jeunesse islamiste du PJD, en congrès à Bouznika, comme voulant à tout prix donner l'impression de n'avoir rien perdu de sa verve. Discours d'une trentaine de minutes pour confirmer l'élan réformateur d'un gouvernement qui « ne craint pas les complots » et surtout régler ses comptes avec l'opposition. Les oreilles des Istiqlaliens et Harakis, alliés de la majorité, ont dû également siffler. Ils n'échapperont pas aux piques d'un Benkirane qui promet « de rester 20 ans encore au pouvoir». Adeptes de la méthode Coué, le chef du gouvernement et SG du PJD a lancé aux jeunes barbus et voilées que «le parti de la Lampe continuera de jouir de la confiance des citoyens car il veut mener de véritables réformes». Les partenaires de la majorité, phagocytés à l'envi, apprécieront.

### **Affaire Assid et sortie de Said Ameskane : semaine difficile pour Benkirane**

Il faut bien l'admettre, la semaine a été plutôt difficile pour Benkirane et ses ouailles. Après les sorties d'un Hamid Chabat revendiquant plus que jamais un remaniement ministériel pour sortir de la crise, le secrétaire général adjoint du Mouvement populaire s'est employé à alimenter une

polémique bien stérile. Said Ameskane a en effet convoqué une conférence de presse, mercredi dernier, pour remettre en cause le volume des réserves en devises et le taux du déficit budgétaire qu'il estime à 8,5%. « Contrairement aux chiffres qui affirment que les réserves du Maroc en devises couvrent quatre mois, le vrai volume des réserves en devises ne peut couvrir que trois mois. Si on ne réduit pas les importations et si les prix du pétrole et du blé n'accusent pas une baisse, le Maroc se trouvera obligé de recourir à la ligne de crédit de la Banque mondiale», a révélé ce responsable haraki, ajoutant à l'inquiétude ambiante. «Voici une majorité qui n'en finit pas de porter la contradiction. Les désaccords des uns et des autres sont portés sur la place publique. Nous sommes loin du débat public sain et constructif mais tout simplement dans la polémique entre alliés. Le Mouvement populaire a-t-il besoin d'organiser un point de presse pour dire qu'il est contre l'octroi d'aides directes à 8 millions de personnes en guise de réforme de la Caisse de compensation? C'est au chef du gouvernement qu'il faut le dire!», commente ce député de l'Union socialiste des forces populaires.

Entre une majorité qui se tire dans les pattes et des ministres en bataille pour leurs prérogatives, le désordre est de mise. Dernier exemple en date, le retrait du projet de loi sur les mines du Secrétariat général du gouvernement. Dix jours seulement après son dépôt au SGG, le ministre de l'Energie et des Mines, l'Istiqlalien Fouad Douiri, s'est empressé de retirer le projet de loi N 33-13 relative aux mines. La pression du PJD a été la plus forte. Le secteur des carrières, jusque-là dans le giron du ministère de l'Energie et des Mines, est clairement réclamé par A. Rebbah, le ministre islamiste de l'Equipement et des Transports. La guerre des carrières a déjà commencé

Reste enfin cette dernière polémique dont le gouvernement Benkirane n'avait vraiment pas besoin en cette veille de manifestations du 1er mai. Les déclarations du chercheur amazigh Ahmed Assid sur l'image de l'Islam véhiculée par les manuels scolaires, ont suscité des réactions très violentes, en tout cas loin du débat d'idées. A Bouznika, devant la jeunesse islamiste de son parti, le chef du gouvernement a mis de l'huile sur le feu, soutenant les réactions contre Assid. «Si certains individus ne veulent pas entendre des paroles sévères, ils doivent respecter la foi de la nation. Ce n'est pas raisonnable de parler ainsi du Messenger d'Allah (paix et salut sur lui), le meilleur des Hommes, ce n'est pas raisonnable et je n'accepterais pas ça». L'affaire Assid ne fait que commencer. Et les inquiétudes du mouvement amazigh pointent déjà à l'horizon.

[Joomla SEO powered by JoomSEF](#)